

Cet article a paru dans le CIA INFO no 74

Billet de l'AMPIA

Coup d'accélérateur dans le dossier de la fusion CIA-CEH et CP.

Le processus de fusion des caisses de prévoyance publique initié par le Conseil d'Etat en 2007 entre aujourd'hui dans une phase déterminante. Bien que les travaux du groupe de pilotage ne soient pas achevés, le Conseil d'Etat affiche désormais sa volonté de déposer un projet de loi avant l'été, créant par là même une nouvelle dynamique. Les discussions de ce fait débordent le groupe de pilotage et l'espace réservé aux négociations se contracte drastiquement. Il est vrai que le gouvernement a répété à plusieurs reprises vouloir déposer un projet de loi uniquement s'il obtenait une majorité de la part des fonctionnaires, ce qui apaise quelque peu notre inquiétude. Où en sommes nous aujourd'hui à la veille du dépôt de ce projet de loi ?

Nous avons rappelé à plusieurs reprises, dans les billets antérieurs, notre volonté d'être entendus et de participer à l'élaboration de solutions constructives et respectueuses des droits acquis par les pensionnés, donc inutile d'y revenir. Depuis l'automne dernier, nous avons obtenu de pouvoir exposer à la commission juridique du groupe de pilotage notre position sur la représentation des pensionnés au sein de la future entité fusionnée. Toutefois, lors de cette audition, le 10 décembre dernier, nous n'avons pas pu aborder, par manque de temps, des aspects aussi cruciaux que ceux de l'indexation des rentes par exemple. Pour éviter que ces questions ne tombent dans l'oubli, nous avons pris la peine de les porter à la connaissance du coordinateur des caisses de pension publiques cantonales afin de compléter notre position.

Parallèlement à ces démarches et forts de l'assurance que nous serions consultés avant toute décision irréversible il nous a paru sage de demander le 25 novembre 2009, encore, une entrevue à la délégation du Conseil d'Etat. Nous souhaitions pouvoir développer notre position et faire le point de la situation avec la délégation du Conseil d'Etat en charge de ce dossier. Manifestement nous n'avons pas été assez clairs dans notre demande, puisqu'en date du 10 février 2010 le Conseil d'Etat nous répond que: « ... votre association a été entendue et que le groupe de pilotage a pu prendre note de la position que vous avez exprimée. ». Il est difficile de voir dans cette réponse un quelconque espace pour une entrevue.

Aujourd'hui l'impression que l'heure n'est plus à la négociation s'installe. Il faut sans cesse rappeler notre volonté de participation, de faire comprendre que ni les associations du personnel, ni les partis politiques n'ont qualité pour négocier quoi que ce soit nous concernant, nous les retraités de la fonction publique. C'est dans cet esprit, que nous avons une nouvelle fois écrit, début mars, au Conseil d'Etat, pour lui faire une nouvelle fois part de notre détermination à être entendus mais pour également connaître sa position à la veille du dépôt de projet de loi.

Enfin, depuis l'été dernier, comme indiqué sur notre site, nous conduisons ce dossier de concert, mais sous nos identités respectives, avec l'association des pensionnés des établissements publics et médicaux, CEH, amorçant à notre échelle la fusion tant espérée par le Conseil d'Etat, mais pour ce faire il faut débattre.

Werner Zimmermann Membre du comité de l'AMPIA